

République du Congo

Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire des ménages
réfugiés et des populations d'accueil dans le Département de la
Likouala

Rapport final

Données : Avril 2010



**En partenariat avec les autorités préfectorales
de la Likouala, Gouvernement du Congo**



SOMMAIRE

I.	CONTEXTE	3
I.1	Contexte du département de la Likouala	3
I.1.1	Les réfugiés de RDC dans la Likouala	3
I.2	Programmes d'assistance humanitaire en cours	4
I.2.1	Objectifs de l'étude	4
II.	METHODOLOGIE DE L'ETUDE	5
II.1	Base de sondage	5
II.1.1	Echantillonnage	5
II.1.2	Outils de collecte	5
II.1.3	Formation	6
II.1.4	Collecte et saisie des données	6
II.1.5	Traitement et analyse des données	6
II.1.6	Limites de l'étude	7
III.	ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE	7
3.2.3.	Eau, assainissement et hygiène	8
IV.	MARCHES ET DISPONIBILITE ALIMENTAIRE	9
IV.1	Structure des marchés et approvisionnement des marchés	9
IV.2	Niveaux et tendances des prix alimentaires sur les marchés	10
IV.3	Principales contraintes au fonctionnement du marché	10
V.	SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE DES COMMUNAUTES D'ACCUEIL	10
V.1	5.1. Profil démographique de l'échantillon	10
V.2	5.2. Accès des ménages à la nourriture	11
V.3	Résilience et stratégies de survie	15
V.4	Etat nutritionnel	17
VI.	SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE DES REFUGIES	17
VI.1	Profil démographique de l'échantillon	17
VI.2	6.2. Accès des ménages à la nourriture	18
VI.3	Résilience et stratégies de survie	21
VI.4	Etat nutritionnel	24
VII.	ANALYSE TRANSVERSALE DE LA SITUATION	24
VIII.	PRINCIPAUX PROBLEMES ET PRIORITES DES MENAGES	26
IX.	CONCLUSION GENERALE	27
X.	SCENARIOS ET OPTIONS DE REPNSES	27
X.1	Scenarios	27
X.2	Options de réponse	28
X.3	Interventions et bénéficiaires attendus	28
	ANNEXES 1	30
	Annexe 2:	31

I. CONTEXTE

I.1 Contexte du département de la Likouala

La République du Congo est un pays à revenu intermédiaire dont l'économie dépend des revenus pétroliers et importe 71 % de vivres afin de couvrir ses besoins en nourriture. Sa population est estimée à 3,9 millions de personnes. Près de 51% de cette population vit en dessous du seuil de pauvreté évalué à près de 545 francs CFA par adulte et par jour (DSRP - Janvier 2007).

Le Département de la Likouala est situé à l'extrémité nord-est de la République du Congo, dont la capitale est la ville d'Impfondo et couvre une superficie totale de 66 044 km². Il est limité au Nord par la République Centrafricaine, au Sud par le département de la Cuvette centrale et à l'Est par le fleuve Oubangui qui le sépare de la République Démocratique du Congo (RDC).

La Likouala est administrativement découpée en sept districts : Betou, Enyelle, Dongou, Impfondo, Epena, Bouanéla, Liranga et compte une population totale de 154154 habitants (RSGH, 2007) avec une densité de 2.33 hab/km². La Likouala jouit d'un climat équatorial caractérisé par deux saisons : une saison sèche, de décembre à mai, et une saison de pluies, de juin à novembre. La température moyenne est de 27 °C et la végétation comprend une forêt dense humide, très riche en cours d'eau.

I.1.1 Les réfugiés de RDC dans la Likouala

La crise de Dongo est un conflit complexe qui remonte aux années 1940 entre les ethnies Boba et Lobala avec à la base des disputes sur la propriété des étangs poissonneux dans le territoire de Kungu de la province de l'Equateur, en République Démocratique du Congo. Au fil des temps, l'ethnie Lobala deviendra puissante sur les Boba et les Monzaya qu'elle menace d'extermination. Les affrontements entre les deux groupes se terminent en juillet 2009 par l'incendie de plus de 300 maisons appartenant aux Monzaya et le déplacement de la population toute entière. La plupart prirent le chemin de l'exil, notamment en se réfugiant en République du Congo ou en se déplaçant vers d'autres territoires du district du Sud Oubangui, en République Démocratique du Congo, vidant quasiment leurs villages.

La première vague de réfugiés remonte au 26 octobre 2009. Depuis lors, leur nombre va croissant. Ils se sont installés dans plus de 100 villages ou campements sur environ 600 km de la rive droite du fleuve Oubangui. Les sites d'accueil font partie de 5 des 7 districts qui composent le département de la Likouala : Betou, Dongou, Impfondo, Liranga et dans une moindre mesure Enyelle. C'est un rayon qui va de Liranga jusqu'à la frontière entre la République du Congo et la République centrafricaine. Dans ces districts, les réfugiés dépassent de près du double la population locale, estimée à 60 000 personnes. La plupart habitent dans des villages d'accueil alors qu'une petite partie d'entre eux réside dans des sites de concentration.

Après un assaut lancé par les FARDC en janvier et février 2010 sur les insurgés, il y a eu une stabilisation du nombre de réfugiés. Cependant, à la suite des violences qui ont repris en début avril notamment autour de la ville de Mbandaka, une nouvelle vague de réfugiés supplémentaires a été enregistrée au sud de la Likouala, mais également dans la province de la Cuvette (Loukolela). En mai 2010, le calme n'est pas encore revenu dans la province de l'Equateur et les réfugiés continuent à arriver. Les réfugiés sont continuellement renseignés sur la situation de l'état sécuritaire de leurs villages en RDC par les nouveaux réfugiés qui arrivent.

Les opérations d'enregistrement des réfugiés par le HCR amorcées en décembre 2009 furent suspendues en février 2010. Néanmoins, elles avaient permis d'identifier 104394 réfugiés. Par ailleurs, les statistiques officielles des autorités préfectorales de la Likouala indiquent que le nombre de réfugiés s'élève actuellement à 120000 personnes (Bulletin d'information humanitaire n° 9 du 15 mai 2010).

1.2 Programmes d'assistance humanitaire en cours

Une évaluation d'urgence de la sécurité alimentaire, conduite par le PAM et ses partenaires du 25 au 30 novembre 2009, dans 12 sites de la Likouala avait conclu à une situation de crise : les réfugiés s'étaient déplacés sans ou avec très peu de stocks de vivres. Leur présence induisait une pression sur les familles locales, dont certaines les hébergeaient ou partageaient avec eux leurs maigres ressources. Les cas de diarrhée, d'infections respiratoires et de malaria étaient en hausse. La fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence avait donc été recommandée à l'égard des réfugiés ainsi que des ménages d'accueil vulnérables.

La réponse du PAM fut apportée premièrement à travers une IRA EMOP d'une assistance alimentaire de 455 tonnes de vivres totalement distribuées. Ensuite, une nouvelle EMOP pour un tonnage total de 11 020 tonnes de vivres destinés à 84 000 réfugiés, 10 000 autochtones et 3 500 enfants. Sur cette prévision, seulement une distribution 1300 tonnes de vivres tirés des stocks des activités courantes a déjà été réalisée en faveur des réfugiés. Grace aux donations des USA, d'Echo et du CERF, le gap de 6284 tonnes de vivres sera progressivement comblé avec une première arrivée de 6300 tonnes de vivres attendus qui pourraient couvrir l'opération jusqu'à juin 2010. D'autres donations en cours, notamment celles de Canada, Suède et Irlande aideront à couvrir le besoins jusqu'au mois d'août 2010. Deux sous-bureaux ont été ouverts à Betou et Impfondo. Les grands défis sont liés au pipeline. Le corridor de Douala – Betou est maintenant opérationnel pour contourner les problèmes d'étiage.

Les autres organisations présentes incluent l'UNHCR, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, AARREC, MDA, Croix Rouge, MSF-France, ACTED, CARITAS. Des cellules de crise sont organisées à Impfondo et Betou. Une cellule de crise humanitaire des Nations Unies se tient à Brazzaville sur la responsabilité du Coordinateur résident.

1.2.1 Objectifs de l'étude

La présente évaluation approfondie, menée en collaboration avec le gouvernement congolais, vise à évaluer la situation des réfugiés de RDC et de population d'accueil en République du Congo.

Au plan spécifique, l'évaluation devrait permettre de:

1. Evaluer le niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle de réfugiés de la RDC.
2. Mesurer l'impact de l'installation des personnes réfugiées dans le département de la Likouala, sur la sécurité alimentaire et le statut nutritionnel des familles d'accueil.
3. Cibler les interventions pertinentes pour garantir la sécurité des personnes déplacées et des populations locales.
4. Orienter la révision budgétaire de l'EMOP de début juillet à fin décembre 2010 la préparation d'un PRRO au delà de 2010 et d'un éventuel plan d'action conjoint PAM-HCR pour 2011.

II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

II.1 Base de sondage

La base de sondage qui a servi à cette enquête est celle du dénombrement effectué par l'UNHCR dans les villages et pour les communautés hôtes, les listes des autorités ou organisations locales indiquant des familles qui avaient accueilli des réfugiés.

II.1.1 Echantillonnage

L'échantillon de cette enquête était calculé selon la formule :

$$n = D(z^2p \cdot (1-p) / d^2)$$

Avec :

n = Taille de l'échantillon

z = Ecart, fixé en général à 1.96 qui correspond à un degré de confiance de 95 %.

p = Prévalence estimée. Ici p est estimée à 50 % (0.5).

d = Marge d'erreur 5 % (en général 0.05).

D = Effet de grappe (1 pour le cas simple, 1.2 pour le deuxième cas et pour la nutrition)

Il demeure représentatif pour obtenir une bonne estimation des indicateurs concernant la sécurité alimentaire des ménages dans les sites des réfugiés et villages d'accueil.

La méthodologie appliquée à l'enquête procède d'un sondage probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les sites ou villages et comme unité secondaire les ménages échantillonnés. Les ménages ont été choisis de façon aléatoire.

L'enquête a couvert un échantillon total de 500 ménages (248 réfugiés et 252 hôtes) et 627 enfants de 6 à 59 mois. Il était systématiquement sélectionné 10 ménages par village pour la sécurité alimentaire et 15 ménages pour la nutrition. Les 19 villages sélectionnés parmi une centaine dans lesquels se sont installés les réfugiés sont Betou centre, Ipkengbele, Gaga, Loumbe, Mboulou, Ite, Ikele, Eboko, Landza, Boyele, Liboko pour le district de Betou ; Bobonzo, Yoi na yoi et Mankolo pour le district de Impfondo ; Dongou centre, et Bossessengue pour le district de Dongou et Longo, Etima, Ndjoundou pour le district de Liranga.

II.1.2 Outils de collecte

Cinq outils ont été utilisés pour la collecte des données:

- Le questionnaire ménage porte sur les aspects de démographie et santé, logement, eau et assainissement, possession des biens, moyens de subsistance, crédit et revenus, agriculture, consommation alimentaire et dépenses, chocs et stratégies de survie, aide, nutrition de la mère et de l'enfant.
- Un guide pour focus group devait compléter le questionnaire ménage dans la compréhension des liens communautés et ménages. Ensuite permettre de cerner l'impact des réfugiés sur la disponibilité et l'accès aux aliments, si et comment les communautés se sont adaptées avec l'augmentation du nombre de réfugiés et enfin pour les déplacés quel est le facteur déterminant de leur décision de retour à leurs lieux d'origine en RDC.
- Le questionnaire commerçant pour capturer leur perceptions de l'impact des déplacés sur la disponibilité, le changement des prix, les approvisionnements, etc
- Le questionnaire informateur clé pour recueillir les informations générales sur la population, les infrastructures de base dans les communautés hôtes et la présence des réfugiés, etc.

Ces outils furent conçus avec la collaboration des partenaires de coopération du PAM. L'enquête a aussi inclus la revue des données secondaires disponibles dont la triangulation a servi de mieux cerner le contexte et les tendances.

II.1.3 Formation

Un total de 24 personnes a participé à la formation des enquêteurs organisée durant 7 jours dont 5 jours de formation théorique et 2 jours de pratique sur les outils dans un village d'accueil (village Ganganya) et dans un site de réfugiés d'Impfondo.

II.1.4 Collecte et saisie des données

La collecte des données a eu lieu au cours de la période allant du 27 mars au 04 avril 2010. Les enquêteurs étaient scindés en deux groupes : groupe nord et groupe sud. Chaque groupe était composé de 3 superviseurs et 10 enquêteurs dont 6 enquêteurs pour la collecte des données de sécurité alimentaire et 4 pour la collecte des données de nutrition.

Les chefs d'équipe étaient responsables des entretiens avec les informateurs-clés et des animations de discussion en groupes. Les enquêteurs étaient chargés d'interviewer les ménages. Tous les sites étaient accessibles en pirogues parce que situés le long du fleuve Oubangui, sauf deux sites (Dongou centre et Yoi na yoi) où l'accès s'est fait par véhicule.

II.1.5 Traitement et analyse des données

Les opérations de saisies ont été faites à Brazzaville. Microsoft Access a été utilisé pour la saisie des données par 5 agents de saisie. Cette opération a commencé le 22 avril et s'est terminée le 27 avril 2010. A la fin de la saisie, les données ont été contre vérifiées par le Bureau régional à Kampala pour relever les aberrations et renvoyées en format Excel au bureau pays pour nettoyage. Elles ont été nettoyées dans la base de données Excel ensuite exportées vers SPSS pour un nettoyage supplémentaire et analyse. Les données nutritionnelles ont été analysées grâce au logiciel Epi info.

L'analyse de la sécurité alimentaire a consisté en une combinaison de variables continues relatives à l'accès alimentaire. Cette combinaison a regroupé les variables suivantes:

1. Score de consommation alimentaire, comme indicateur de la consommation actuelle par ménage. Dans le cadre de la collecte des données, l'étude a recueilli des données sur la fréquence (nombre de jours au cours de 7 derniers jours). Selon la méthode diète et diversité alimentaire, 3 classes de consommation alimentaire ont été décrites : pauvre, limite et acceptable.
2. Dépenses totales mensuelles per capita (estimation), comme indicateur sur la capacité des ménages à se procurer des aliments
3. Nombre de types de biens que possèdent les ménages, comme indicateur de la richesse des ménages
4. Indice de stratégie de survie réduit/comparative, mesuré sur les 30 derniers jours, comme indicateur du stress des ménages pour répondre à leurs besoins alimentaires
5. Production propre en alimentation sur les 7 derniers jours, comme indicateur de la contribution de la production propre des ménages
6. Accès des ménages à la terre
7. Pourcentage des dépenses alimentaires consacrées à l'alimentation, comme indicateur du degré d'accès des ménages au marché et de l'allocation du revenu des ménages consacré aux besoins alimentaires. Sur la base de ces 7 variables, les principaux groupes de sécurité alimentaire ont été identifiés.

L'indice de stratégies de survie adoptées par les ménages au cours de 30 derniers jours fut calculé pour chaque ménage sur la base de la fréquence de son recours aux stratégies de survie selon les termes. 0 = *Jamais* 1 = *Rarement (1-2 fois par semaine)* ; 2 = *Parfois (2-3 fois par semaine)* ; 3= *Presque tous les jours (4-5 fois par semaine)* ; 4 = *Chaque jour* ; 9= *Pas de réponse*. Une valeur moyenne de 0.26 d'indice de stratégie de survie a été calculée sur les deux communautés. Une valeur élevée à cette moyenne indique une plus grande fréquence du recours aux stratégies de survie ou une plus grande variété des stratégies.

Le tableau nutritionnel du département sera défini avec les résultats de l'enquête nutritionnelle effectuée par l'Unicef en mai 2010 et qui utilise la méthodologie SMART.

II.1.6 Limites de l'étude

Cette étude présente certaines limites. C'est notamment:

- La taille de l'échantillon de l'enquête anthropométrique qui ne peut permettre de conclure aux prévalences nutritionnelles. Le volet nutritionnel de cette EFSA peut seulement éclairer la situation de sécurité alimentaire des ménages.
- Les listes utilisées pour les réfugiés remontent au mois de février 2010 et n'étaient pas actualisées à cause de l'arrêt de l'opération.
- Le nombre réduit des commerçants interviewés du aux critères de grossiste qui furent établis. Ainsi, seuls 5 commerçants ont pu être trouvés et interrogés. Cette partie a du être complétée par des données secondaires et des entretiens avec des informateurs clés concernant la structure du marché et l'évolution des prix.

III. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

3.2.1. Education

L'étude révèle qu'il y a un nombre non négligeable d'enfants en âge scolaire et préscolaire. Cependant, seulement 7.4 % de ménages avaient des enfants d'âge scolaire fréquentant l'école, soit 7.9 % des ménages de familles d'accueil et 6.8% des ménages des réfugiés. Des frais de l'ordre de 500 FCFA sont payés par élève au titre de fonctionnement de l'école et de paiement de primes aux enseignants réfugiés.

Sur l'ensemble de deux strates, les données de l'enquête révèlent que la non fréquentation de l'école est due principalement aux frais d'écolage (51.2 %) et aux maladies (29.3 %) pour les garçons et aux frais d'écolage (50 %), aux maladies (32.6 %), et au refus simple de fréquenter (10.9 %) pour les filles.

A 85 %, les villages sont aujourd'hui dotés des écoles primaires de fortune fréquentées régulièrement par 95 % d'élèves inscrits. La plupart d'entre elles, manquent des infrastructures, des fournitures scolaires et des matériels didactiques. Elles sont généralement construites en pailles et fonctionnent comme des cycles d'encadrement primaire ou de cycle secondaire ouverts spontanément avec l'arrivée des réfugiés avec la collaboration des autorités congolaises et de l'UNHCR.

3.2.2. Santé

L'infrastructure sanitaire de la Likouala comprend 2 hôpitaux de base (Impfondo, Betou), une clinique privée à Impfondo et 11 centres de sante intégrés. La couverture sanitaire est jugée

insuffisante, la plupart de structures existantes sont incomplètes et vétustes, nécessitant de réhabilitation ou de reconstruction. Il y a carence de personnel qualifié, d'où la qualité des soins n'est pas à garantir. La surveillance épidémiologique y est faible. Des cas de monkey pox ont été signalés à Impfondo.

La disponibilité des centres de santé et de pharmacie, dans les 19 villages d'enquête, est respectivement de 55 % et de 10 %. Cette couverture reste insuffisante par rapport à l'afflux de réfugiés. Seules les villes d'Impfondo, Bétou et Dongou ont des postes de santé publiques. La plupart de ces structures sont des postes de santé et des cliniques mobiles mis en place par Médecins sans frontières (MSF) ou Médecins d'Afrique (MDA) pour desservir la plupart des sites

Le bulletin de surveillance épidémiologique de la Direction départementale de la santé (DDS) fait relever le paludisme, les diarrhées sanguinolentes sans fièvre, les infections respiratoires aiguës, les infections uro-génitales, les dermatoses et la grippe comme les affections courantes.

3.2.3. Eau, assainissement et hygiène

En temps normal, l'approvisionnement en eau se fait à partir des puits non aménagés, de rivières et de l'eau des pluies non traitée. Notons qu'en général les réfugiés s'alimentent en eau de la rivière et surtout aux points de stagnation des eaux. C'est à ces endroits que se font la lessive, la vaisselle et le bain. L'eau est insalubre. Les puits construits ou réhabilités ont tari. Les principaux intervenants de ce secteur sont UNHCR, OMS, UNICEF, AARREC, CREPA, MSF-F et MDA. Des unités de purification d'eau ont été installées dans les grands sites le long du Fleuve et d'autres sites ont bénéficié de distribution de comprimés de chlore.

L'enquête met en évidence la carence en eau potable : la source principale d'eau de boisson demeure la rivière (56.4 %), suivi de puits protégés (17.2 %), robinet (11.2 %), puits non protégé (6.8 %) et forage (3.6 %). Quelque soit sa source, l'eau est consommée sans traitement particulier dans 75 % de cas et les rares opérations de traitement tels que bouillir, filtrer ou bouillir et filtrer sont effectuées respectivement par 2,6 %, 2.6 % et 2.8 % ménages.

Par ailleurs, 71 % de ménages disposent de toilettes traditionnelles communes, 7 % de toilette traditionnelles privées, 0.2 % de toilettes modernes privées et 21 % n'en disposent pas.

3.2.4. Abris

L'habitat est précaire. Les réfugiés vivent dans leur majorité au sein des communautés d'accueil. Beaucoup se sont construits des logements souvent précaires. Ces logements sont gratuits (sous logés) pour 90% des réfugiés. Les ménages d'accueil sont propriétaires de leur logement dans 85% des cas. Cependant, les matériaux de construction sont à peu près similaires tant pour les réfugiés que pour les familles d'accueil: 87% des ménages d'accueil et 75% des ménages réfugiés ont un toit en paille; 66% des familles d'accueil ont des murs de terre et 18% de bois ; parmi les réfugiés, ces chiffres sont de 47%, et 10%, le reste se répartissant entre la paille, la brique et divers matériaux. Le HCR a distribué des bâches en plastique qui n'ont pu satisfaire aux besoins de tous les réfugiés. Ce problème fait craindre à l'approche de la saison des pluies.

Quelques milliers de réfugiés sont installés dans l'usine désaffectée de Falco à Bétou ainsi que dans l'école de Mondzombo, dans des conditions inadéquates d'hygiène, de protection et de sécurité. Un nouveau site est en cours de construction par le HCR. Il devrait pouvoir héberger environ 5,000 personnes.

La principale source d'énergie des ménages demeure la lampe tempête (43.6%), suivie du bois (17%), de lampes torches (15,4%) et de bougies (0.6 %). Un taux de 16.2 % de ménages qui vivent sans éclairage a été également relevé. Le bois de chauffe est la source d'énergie

principale utilisée pour la cuisson des aliments dans les ménages (97.6%). La braise n'est utilisée qu'à 2 %.

IV. MARCHES ET DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

IV.1 Structure des marchés et approvisionnement des marchés

La Likouala est enclavée, difficile d'accès et n'est accessible que par bateau durant 6 mois au cours de l'année, par avion et par route uniquement pendant la saison sèche (de juin à septembre). A l'intérieur du département, les pirogues et bateaux sont pratiquement le seul moyen de transport.

La situation alimentaire révèle une production locale basée sur le manioc et la banane plantain. Elle est souvent déficitaire, compensée de temps en temps grâce aux échanges avec les villages voisins de la RDC. En temps normal, ce sont les populations de villages voisins de la RDC qui approvisionnent en vivres les villages de la Likouala. Or, bon nombre de ces villages de la RDC bordant le fleuve se sont vidés de leurs habitants et certains marchés, essentiellement les marchés forains organisés en RDC, qui aidaient dans cette chaîne d'approvisionnement ont cessé d'exister à la suite des violences de derniers mois.

Deux autres activités sont exercées dans la Likouala ; c'est notamment la pêche, plus exercée en période des pluies abondantes, la chasse et la cueillette qui est l'apanage des pygmées exercée souvent à petite échelle pour de besoins substantiels.

L'EFSA de novembre 2009 avait noté une production intérieure ou locale de ce fait très insignifiante par rapport à la nouvelle demande que représentent les réfugiés. Là où existent des marchés, la mission avait alors noté son incapacité à répondre correctement à la demande (réfugiés et autochtones) à cause de la rareté de denrées alimentaires de base (manioc, bananes, poisson). L'évaluation constate est restée inchangée.

Les ménages renseignent également que la diminution sensible des disponibilités de denrées alimentaires est exacerbée par la persistance de la mosaïque de manioc et des maladies de la banane. Autrefois, les marchés de la RDC permettaient de pallier à cette difficulté mais aujourd'hui les possibilités de compensation sont quasiment inexistantes. Ceci fait que la sécurité alimentaire des ménages dépend largement de l'économie de la RDC.

Les marchés sont presque inexistants. Les échanges commerciaux traditionnels ne se font plus avec la RDC. Sur 19 villages d'enquête, seulement 5 villages disposent des marchés : Boyele, Eboko, Landza, Betou centre et Dongou centre. Les commerçants y vendent les poissons, le fougou, le maïs, l'arachide, le sucre, la banane plantain, le pain et le beignet. Leurs principaux clients demeurent les consommateurs du village (80 %) et les commerçants du district (20 %).

Selon ces commerçants, ils auraient vendu en moyenne à 10 et 70 personnes les produits tels que le fougou, la banane plantain, l'huile et le sucre, nombre estimé élevé par 60 % de ces commerçants et moins élevé par 40 % de commerçants par rapport à la situation avant le choc ou comparé au mois d'août 2009. La banane plantain et l'huile s'écoulent vite car entre le moment de l'achat et celui de la vente ces denrées ne se gardent normalement que durant une semaine au niveau de commerçants alors que le sucre peut durer trois semaines.

Le système de crédit est pratiqué par 80 % de commerçants dont 22 % de leurs ventes totales sont en prêts pour la période de 6 mois écoulés. La moitié d'entre eux accordant de crédit depuis août 2009, a constaté une baisse de la demande alors qu'une autre moitié note une augmentation de la demande de prêt.

IV.2 Niveaux et tendances des prix alimentaires sur les marchés

Dans les premiers mois d'afflux des réfugiés, l'insuffisance de la disponibilité locale pour répondre à une demande accrue avait induit une flambée des prix des vivres. Les prix des denrées de base (principalement le manioc, le poisson et la banane) avait augmenté de 20 à 100% entre Septembre et Novembre 2009 (source EFSA Nov-Dec 2009). Dans certains milieux comme Betou, la population s'était plainte de cette hausse des prix, avec des réactions d'incitation au refoulement des réfugiés. La situation persiste car la population continue à se plaindre de la hausse des prix. Tout récemment la Ministère des affaires humanitaires a comparu au Parlement afin de répondre à une question orale lui adressée par les parlementaires de la Likouala au sujet des conséquences socio-économiques générées par la présence des réfugiés sur les populations locales.

La banane plantain, un des aliments de base de la Likouala, par exemple connaît une hausse de prix de près de 100 % entre aout 2009 et avril 2010. 1kg de ce produit qui coutait 250 FCFA en aout 2009 revient à 500 FCFA en avril 2010. Le pouvoir d'achat des réfugiés et des populations hôtes est fort limité, sans être proportionnel à cette augmentation continue des prix.

IV.3 Principales contraintes au fonctionnement du marché

Les principales contraintes au fonctionnement des marchés des villages enquêtés sont :

- le manque de permanence : le marché fonctionne selon un calendrier soit hebdomadaire, soit mensuel ;
- le manque d'infrastructures de stockage de produits.
- La rareté de denrées alimentaires les jours qui ne sont pas de marché et même certaines commodités lors de marché.
- Le transport fait souvent en pirogue qui ne permet pas un approvisionnement des marchés en grande quantité de produits.
- Enfin, la rareté de produits créée par l'exportation par des commerçants d'une bonne partie des produits vers des milieux le mieux offrant.

V. V. SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE DES COMMUNAUTES D'ACCUEIL

V.1 5.1. Profil démographique de l'échantillon

Selon les statistiques de la population du recensement de 2007, la population de la Likouala se répartit de la manière suivante entre les districts: Dongou 19367 habitants, Epena 17499 habitants, Betou 29750 habitants, Impfondo 47973 habitants, Enyelle 21194 habitants, Liranga 11287 habitants, Bouanéla 7084 habitants.

L'analyse des données démographiques de l'enquête révèle une taille moyenne de ménage au sein des ménages hôtes de 9,13 personnes.

Table 1: Distribution de l'échantillon (strate population hôte)		
Tranche d'âge	% Masculins	% féminins
0 - 6 mois	3.2	2.5

6 mois - 5 ans	21.1	22.7
6 - 12 ans	24.6	24.1
13 - 17 ans	12.5	9.9
18 - 59 ans	36.2	39.0
≥ 60 ans	2.3	1.8
total	100.0	100.0

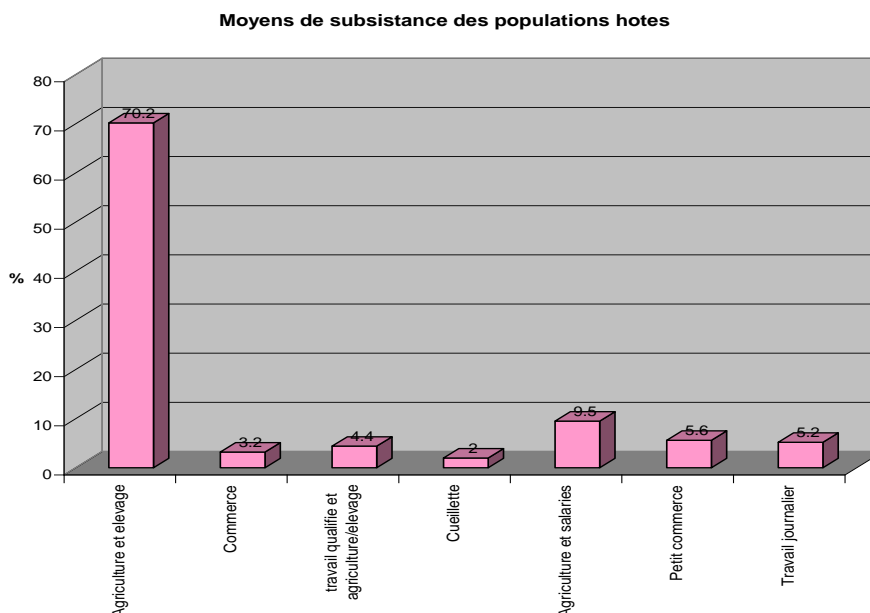
La taille de ménage trouvée nous paraît gonflée à volonté par les autochtones pour le simple fait que l'enquête démographique et sanitaire (EDS) réalisée en 2005 avait établi une taille de ménage de 5 personnes.

Les ménages d'accueil dirigés par les femmes représentent 10.7 %. Les villages hôtes sont de nos jours surpeuplés, avec la masse de réfugiés qui y représente le double de la population habituelle.

V.2 5.2. Accès des ménages à la nourriture

5.2.1. Moyens de subsistance

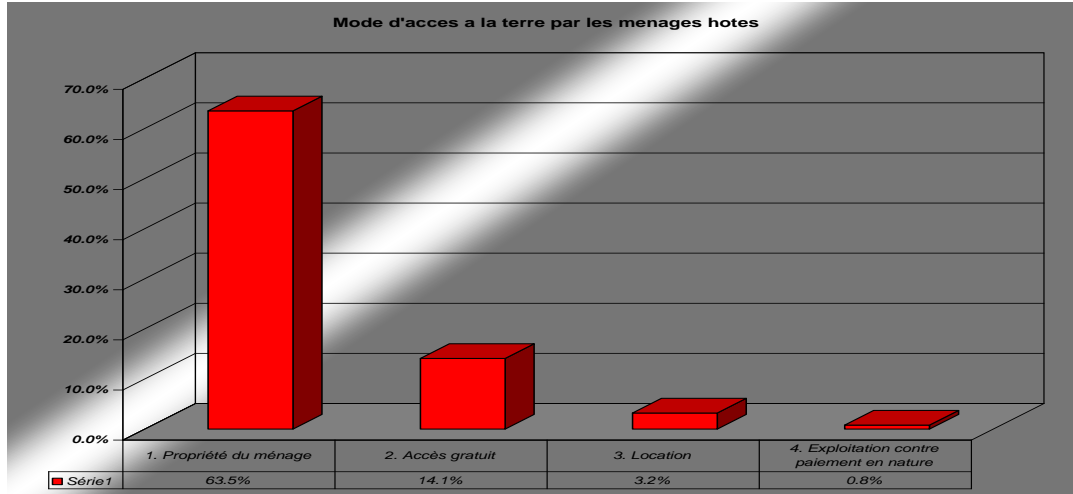
L'étude relève 7 groupes de moyens de subsistance parmi lesquels le travail agricole et d'élevage constitue la principale source de revenu (70.2%).



Pour leur subsistance, 15.9 % de ménages exercent une activité économique, 61.9 % exercent deux activités économiques, 21.4% exercent trois activités économiques. Il existe également un taux de 0.8% de ménages qui n'exercent aucune activité. L'enquête ne révèle pas de corrélation entre le nombre d'activités économiques exercées par un ménage et la sécurité alimentaire.

5.2.2. Agriculture

La Likouala est un département à vocation agricole. Cette agriculture reste archaïque bien que l'accès à la terre pour ces communautés d'accueil soit de 87 %. La majorité de ménages sont propriétaires de terre. La superficie moyenne cultivée par ces ménages est de 1.84 hectares, susceptible de procurer une production propre pouvant durer 7 mois et quelques jours.



Malgré cet accès à la terre, les entretiens en focus group ont permis de retenir que les ménages ne bénéficient ni d'assistance en semences et autres intrants agricoles, ni d'appui technique. Dans un contexte où la bonne production est surtout fonction de certains facteurs tels que la superficie cultivée, la qualité des semences et des matériels aratoires utilisés, l'appui technique, etc. ; l'utilisation courante des semences tout venant et le manque d'encadrement technique des paysans constituent des ingrédients permanents d'une mauvaise production.

Pour porter ces populations à un niveau minimum d'exploitation de leurs capacités d'autosuffisance alimentaire, il est indispensable de relancer l'agriculture dans la zone par la disponibilisation des matériels agricoles et d'intrants de qualité et l'encadrement de paysans.

Les ménages font aussi face à la période de soudure, de 4 mois, pendant laquelle le ménage ressent des difficultés pour subvenir à ses propres besoins alimentaires. Elle s'observe en période de grandes pluies, entre les mois d'août et de novembre.

Voici comment se présentent les calendriers saisonniers de la Likouala.

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	sept	oct.	Nov.	Déc.
Grande saison sèche			Quelques pluies et vents									
Grande saison des pluies							Petite saison sèche					

Et le calendrier agricole de la Likouala pour la culture du manioc à long cycle se présente comme suit :

Activités	Première année												Deuxième année											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Défrichage																								
semis																								
sarclage																								
Récolte																								

5.2.3. Dépenses

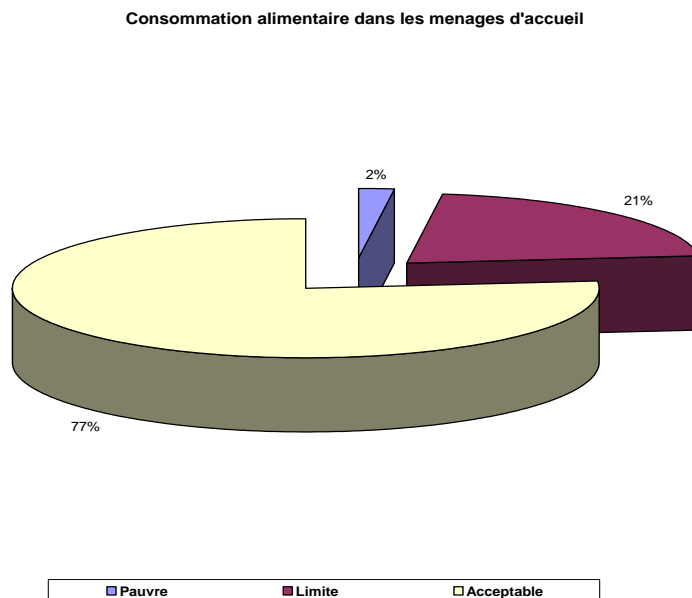
Selon les différents postes de dépenses déclarés par les ménages, l'étude révèle au sein des ménages d'accueil, une dépense mensuelle totale de 43788 FCFA.

Ce montant représentant les dépenses mensuelles totales comprend 22653 FCFA destinés à l'alimentation du ménage, soit 51.2 %. En semaine, cette dépense alimentaire est de 5663.25 FCFA. Ceci montre que les dépenses alimentaires sont donc prioritaires, Le total des dépenses mensuelles non alimentaires est 21134.8 FCFA, soit 48.8 %, correspond à une dépense hebdomadaire de 5283.7 FCFA.

Le cout total des dépenses mensuelles destinées aux soins médicaux, à l'achat de combustibles, au transport et à l'éducation est de 9332.3 FCFA, soit 21.31 % des dépenses mensuelles totales.

5.2.4. Consommation alimentaire

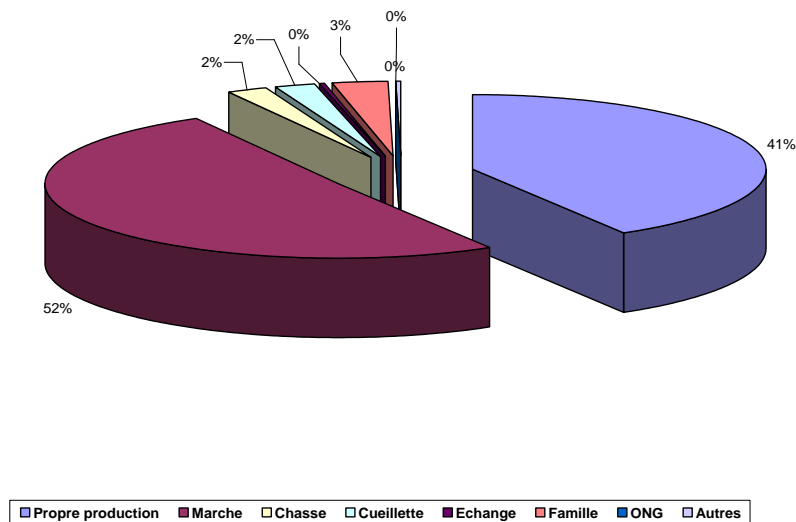
Selon les trois classes de consommation alimentaire, il a été dégagé au sein des ménages d'accueil 2 % des ménages avec consommation alimentaire pauvre, 21 % des ménages avec consommation alimentaire limite et 77 % de ménages avec consommation alimentaire acceptable.



Concernant l'évolution de la situation, le CFSVA en de août-septembre 2009, donc avant l'afflux de réfugiés) avait établi une prévalence de consommation alimentaire pauvre de 0,6% et limite de 3,6%, donc une consommation alimentaire pauvre ou limite de 4,2%, en dessous de la prévalence nationale de 7,8%. Le pourcentage de ménages d'accueil ayant une consommation pauvre ou limite est donc passée de 4,2 à 23%, ce qui représente une chute considérable, tendant à indiquer que la population locale subit une pression de l'afflux de réfugiés (partage des denrées).

Les sources essentielles des aliments consommés dans les menages sont le marché et la production propre. Mais le niveau de recours à la production propre est evocateur d'un probleme de l'autosuffisance alimentaire et de disponibilité des aliments au niveau local.

Sources d'aliments consommés par les menages hotes



Comparativement à la situation de CFSVA d'aout – septembre 2009 qui avait indiqué comme source des nourritures consommées l'achat (38.8 %), la propre production (35.1 %), la chasse (19.8 %), l'aide familiale (3.0 %) et les échanges (2.6 %), on remarque que le marché occupe aujourd'hui une proportion importante de source de nourriture (52 %). Une telle augmentation du recours au marché serait la conséquence du partage des maigres réserves avec les réfugiés au moment de leur arrivée et l'épuisement qui s'en est suivi.

5.2.5. Fréquentation de l'école

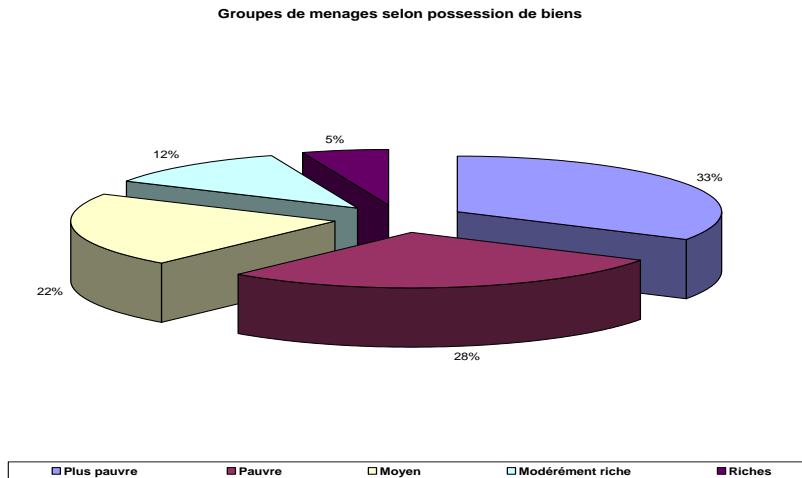
Au sein des ménages d'accueil, l'étude a recensé 47 enfants qui ne fréquentaient pas l'école dont 21 garçons et 26 filles.

Pour les garçons, il a été relevé les raisons principales suivantes : maladies (33.3 %), manque de frais scolaires (42.9 %) et refus simple de fréquenter (4.8 %) tandis que pour les filles, les raisons principales sont: maladies (30.8 %), école située à une très longue distance (3.8 %), manque de frais scolaires (46.2 %) et refus simple de fréquenter (15.4 %).

V.3 Résilience et stratégies de survie

5.3.1. Possession de biens

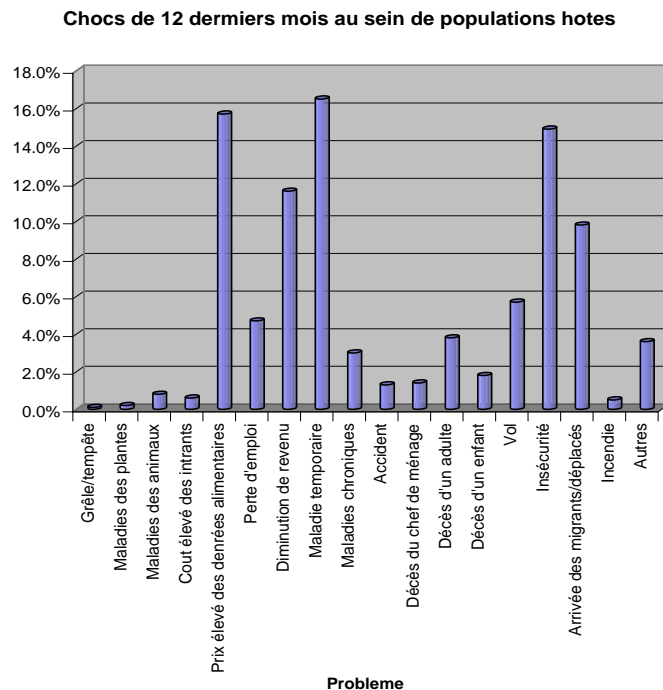
En considérant la situation des avoirs ordinaires de ménages et des biens productifs au moment de l'enquête, les groupes suivants d'indice de possession de biens ont pu être dégagés.



Selon cet indicateur, le percentile d'indice de richesse montre que 19% sont dans les deux quintiles les plus pauvres et 63% sont dans les deux quintiles les plus riches.

5.3.2. Chocs et stratégies de survie

Le tableau ci-dessous décrit globalement les principaux problèmes rencontrés par les ménages au cours des 12 derniers mois.



Les principaux chocs connus par les ménages hôtes au cours des 12 derniers mois demeurent la hausse des prix de denrées alimentaires, la diminution de revenu, les maladies temporaires, l'insécurité, l'arrivée des déplacés et le vol des récoltes. Cependant, ce sont les opportunités pour diversifier les activités à exercer qui manquent.

En ce qui concerne les stratégies de survie, les ménages de communautés d'accueil présentent un indice de 0.18. Cet indice inférieur à la moyenne (0.26) indique une faible fréquence du recours aux stratégies de survie par ces ménages. Ce qui corrobore bien avec les résultats de consommation alimentaire. D'ici décembre 2010, vu l'étranglement continu de l'économie locale et les faibles approvisionnements que connaissent les marchés si le retour des réfugiés n'est pas opéré, cet indice pourrait connaître une augmentation du à un recours fréquent de ménages à diverses stratégies de survie.

5.3.3. Classification des ménages en groupes de sécurité alimentaire

Sur la base des indicateurs d'accès à la terre, de dépenses mensuelles, de consommation alimentaire, de possession de biens et de recours aux stratégies de survie, les ménages de communautés d'accueil, sont classifiés en sécurité alimentaire, comme suit :

Tableau 2: Classification des ménages de d'accueil en groupes de sécurité alimentaire

Groupes de ménages	N	% Total N	% des ménages ayant accès à la terre	Dépenses		Consommation alimentaire		Richesses en biens		Stratégies de survie
				Dépenses mensuelles	% Dépenses alimentaires	SCA	% score de consommation pauvre	# biens	% plus pauvres en biens	Indice de survie moyen
Insécurité alimentaire sévère	5	2	60	34960	51.9	14.2	100	<1	40	-
Insécurité alimentaire modérée et vulnérables	54	21.4	81.5	23555	46.9	29.2	0	2	15.7	3.3
Sécurité alimentaire limite	22	67.9	0	40887	67.5	50.4	0	2	19	2.6
Situation de sécurité alimentaire	171	8.7	100	50809	50.8	53.8	0	5	1.8	1.2

4.10.3. Profil des ménages

1° Ménages en insécurité alimentaire sévère : 2 % de la strate de ménages d'accueil.

Ils sont caractérisés par un score de consommation alimentaire de 14.2, bien en dessous du seuil de 21 généralement admis pour qualifier une consommation pauvre. De façon surprenante, leur indice de survie en dessous du minima montrant un niveau de manque de stress. Ils sont 40 % de ménages qui sont les plus pauvres en biens, ce qui montre une faible capacité de résilience. Leurs dépenses mensuelles sont les plus faibles et 51.9 % des dépenses des ménages sont consacrées à l'alimentation. Toutefois, seuls 60 % de ces ménages ont accès à la terre.

2° Ménages en insécurité alimentaire modérée et vulnérables: 21.4 % de la strate de ménages d'accueil.

Ces ménages ont en moyenne un score de consommation alimentaire de 29.2, donc supérieur à celui des ménages en insécurité alimentaire sévère, mais toutefois considéré comme 'limite' parce qu'en dessous du seuil de 35 au dessus duquel la consommation est considérée comme acceptable. Les dépenses mensuelles de ces ménages sont à peine plus élevées que celles des ménages en insécurité alimentaire sévère. Ils ont de plus l'indice de survie le plus élevé, ce qui

invite à penser que ces ménages subissent le stress le plus élevé pour maintenir une consommation alimentaire 'limite', avec risque d'épuisement de la capacité de survie si la situation perdure. Ils sont 81.5 % ménages qui accèdent à la terre. Toutefois, 15.7 % de ces ménages se trouvent dans le quintile le plus pauvre en biens. C'est pourquoi ils sont considérés vulnérables.

3° Ménages en situation de sécurité alimentaire limite : 67.9 % de la strate de ménages d'accueil. Ce groupe est caractérisé par un niveau de dépenses alimentaires beaucoup plus élevé (près du double du niveau de dépenses que le groupe précédent) et par un score de consommation alimentaire également élevé, considéré comme acceptable. Leur indice de survie est également plus bas que celui du groupe « vulnérable », mais reste cependant au niveau de la marge moyenne avec risque de basculer vers le pire. De façon surprenante, ces ménages n'ont pas accès à la terre. Ils sont 19 % de ménages qui sont les plus pauvres en biens, ce qui montre une certaine résilience. C'est pourquoi on considère leur situation de limite.

4° Ménages en situation de sécurité alimentaire : 8.7 % de la strate de ménages d'accueil. Ils ont le niveau de dépense le plus élevé, ce qui indique qu'ils ont les revenus les plus élevés. Leurs dépenses alimentaires restent égales à la moitié environ de leurs dépenses totales. Ces ménages sont les plus riches en biens et ont l'indice de survie le plus faible, indiquant qu'ils subissent un moindre stress que les autres ménages. 100% de ces ménages ont accès à la terre.

V.4 Etat nutritionnel

L'analyse des données anthropométriques a servi de relever au sein des ménages d'accueil 5.9 % d'enfants avec malnutrition aigue globale (Rapports poids taille < - 2 ET) et 1.2 % d'enfants avec malnutrition aigue sévère (Rapports poids taille < - 3 ET).

Quant aux résultats de l'enquête nutritionnelle Unicef dans la Likouala, la prévalence de la malnutrition aigue globale est de 5.6 % (soit 4.9 % de malnutrition aigue modérée et 0.6 % de malnutrition aigue sévère).

Il est à noter que selon le bulletin de surveillance épidémiologique de la Direction départementale de la santé l'incidence de cas de malnutris autrefois notée pendant deux trimestres en 2007 est signalée en avril 2010 en une semaine au sein de cette population locale.

VI. SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE DES REFUGIES

VI.1 Profil démographique de l'échantillon

L'analyse des données démographiques de l'enquête révèle une taille moyenne de ménage au sein des ménages hôtes de 7,65 personnes.

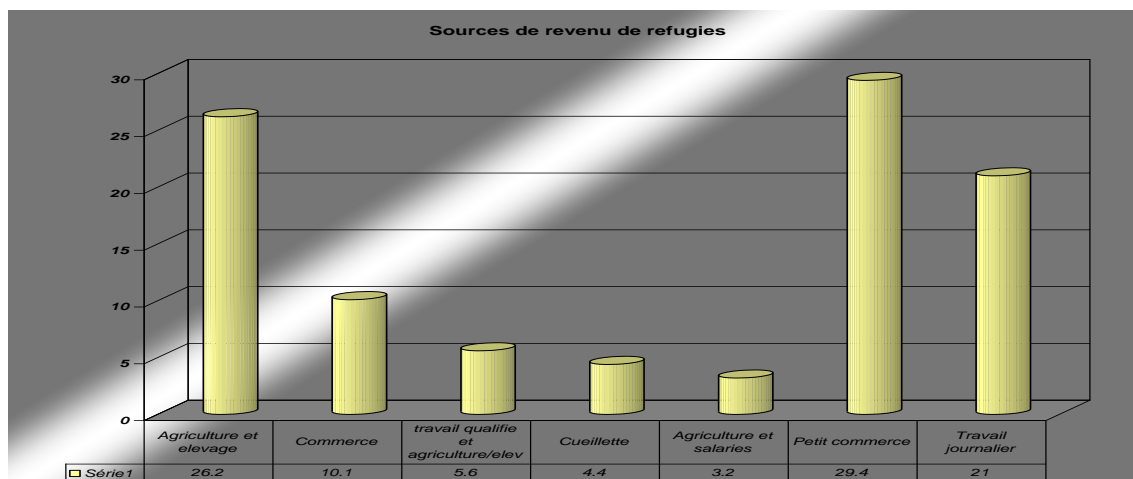
Tranche d'âge	% Masculins	% Féminins
0-6 mois	4.0	3.9
6 mois - 5 ans	23.5	21.2
6 - 12 ans	27.2	23.8
13 - 17 ans	10.4	9.6
18 - 59 ans	33.3	40.1
≥ 60 ans	1.1	1.6

Les ménages réfugiés dirigés par les femmes représentent 23.8 %.

VI.2 6.2. Accès des ménages à la nourriture

6.2.1. Moyens de subsistance

Avant, la plupart de réfugiés étaient agriculteurs et, dans une moindre mesure, pêcheurs en RDC. La terre ne leur étant que rarement accessible depuis leur arrivée au Congo, la majorité des ménages réfugiés vit principalement du petit commerce (29%), du travail agricole journalier (21%), de l'agriculture ou de l'élevage (26%) et de la pêche.



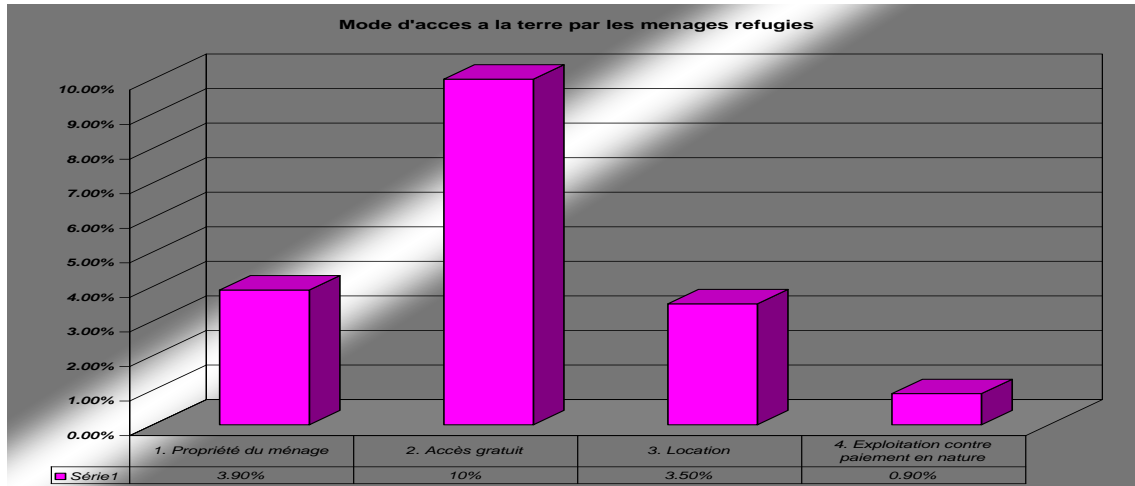
La demande de travail journalier a cependant été limitée et les poissons se sont faits rares avec la baisse du niveau des eaux en saison sèche.

Pour leur subsistance, 14.9 % de ménages exercent une activité économique, 77.8 % exercent deux activités économiques et 5.6% exercent trois activités économiques. Il existe également un taux de 1.7% de ménages qui n'exercent aucune activité. L'enquête ne révèle pas de corrélation entre le nombre d'activités économiques exercées par un ménage et la sécurité alimentaire.

6.2.2. Agriculture

La pratique de l'agriculture est généralement fonction de l'accès à la terre. Ici, on notera que les réfugiés ne jouissent pas encore de statut leur permettant d'accéder à la terre. Cependant, au moyen des arrangements particuliers avec les communautés, 17 % de ménages réfugiés affirment accéder à la terre.

Il est fort probable que ce chiffre concernant les réfugiés inclut les terres qu'ils auraient gardées en RDC.



Comme on le constate très peu seulement de réfugiés peuvent louer de terre. Ils exploitent une superficie moyenne de 0.26 hectares mais estiment que la récolte à y tirer ne pourra durer que 1 mois et demi. L'étude montre que si l'espace cultivé par le ménage est d'un demi-hectare, les membres du ménage ont de fortes chances d'avoir une mauvaise consommation alimentaire.

6.2.3. Dépenses

Selon les différents postes de dépenses mensuelles déclarés par les ménages, l'étude révèle au sein des ménages d'accueil, une dépense totale de 25 551 FCFA. Sur ce montant, 16194.8 FCFA (63,4%) ont été dépensés pour l'alimentation et 9356.2 FCFA (36.6 %) pour les dépenses non alimentaires. Sur le plan hebdomadaire, ces dépenses totales sont de 6367.7 FCFA, soit 4048.7 FCFA de dépenses alimentaires et 2339 FCFA des dépenses non alimentaires. Ceci montre que toutes les activités exercées par les réfugiés visent l'alimentation en extrême priorité. Les dépenses alimentaires sont donc prioritaires, au détriment d'autres dépenses.

Le cout total des dépenses mensuelles destinées aux soins médicaux, à l'achat de combustibles, au transport et à l'éducation est de 4211.7 FCFA, soit 16.5 % des dépenses mensuelles totales.

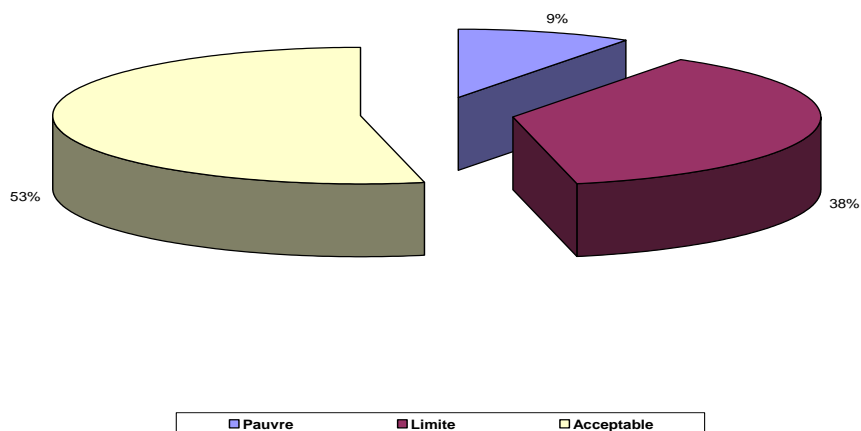
Le panier des réfugiés est davantage composé de manioc et de tubercules, et moins de riz, plus cher.

6.2.4. Consommation alimentaire

Selon les trois classes de consommation alimentaire, l'étude révèle 9 % des ménages avec consommation pauvre, 38 % des ménages avec consommation limite et 53 % des ménages avec consommation acceptable.

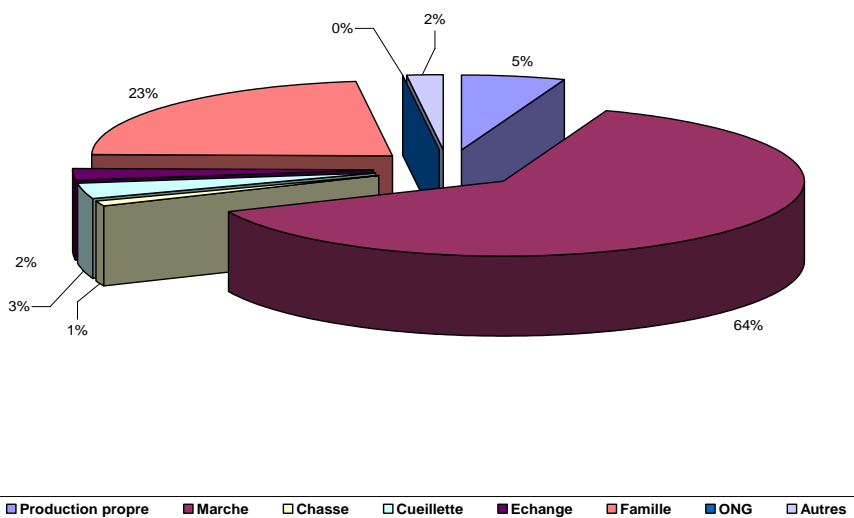
La figure ci dessous montre les classes de consommation alimentaire trouvées parmi les ménages réfugiés.

Consommation alimentaire dans les menages refugies



Selon cet indicateur composite, 47% de ménages ont une mauvaise consommation alimentaire (pauvre et limite), soit près d'un ménage sur deux. Ces aliments que consomment ces menages proviennent principalement du marché (64 %).

Sources d'aliments consommés par les refugies



A l'heure actuelle, les réfugiés consomment le manioc et les tubercules tous les jours. En revanche, la viande ou le poisson, les légumes et l'huile ne sont consommés que deux ou trois jours par semaine.

6.2.5. Fréquentation de l'école

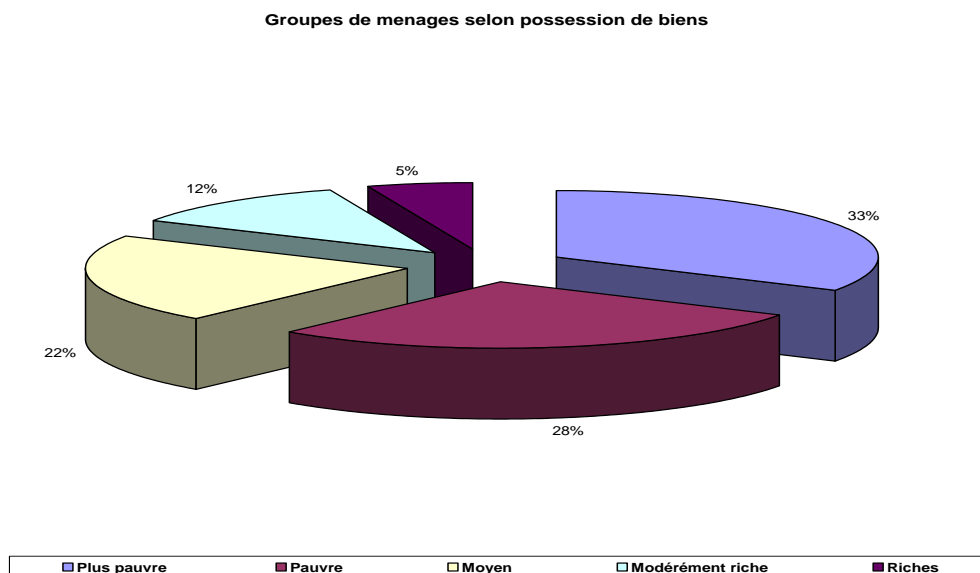
Au sein des ménages des réfugiés, il a été identifié 40 enfants qui ne fréquentaient pas l'école dont 20 garçons et 20 filles.

Les raisons principales évoquées sont les suivantes pour les garçons: maladies (25 %), manque de frais scolaires (60 %) et travail contre nourriture ou argent (5 %). Et dans le contexte des filles, ces raisons sont: maladies (35 %), manque de frais scolaires (55 %), refus simple de fréquenter (5 %) et travail contre nourriture ou argent (5 %).

VI.3 Résilience et stratégies de survie

6.3.1. Possession de biens

En considérant la situation au moment de l'enquête des avoirs ordinaires et des biens productifs de ménages, les groupes suivants d'indice de richesse ont pu être dégagés.

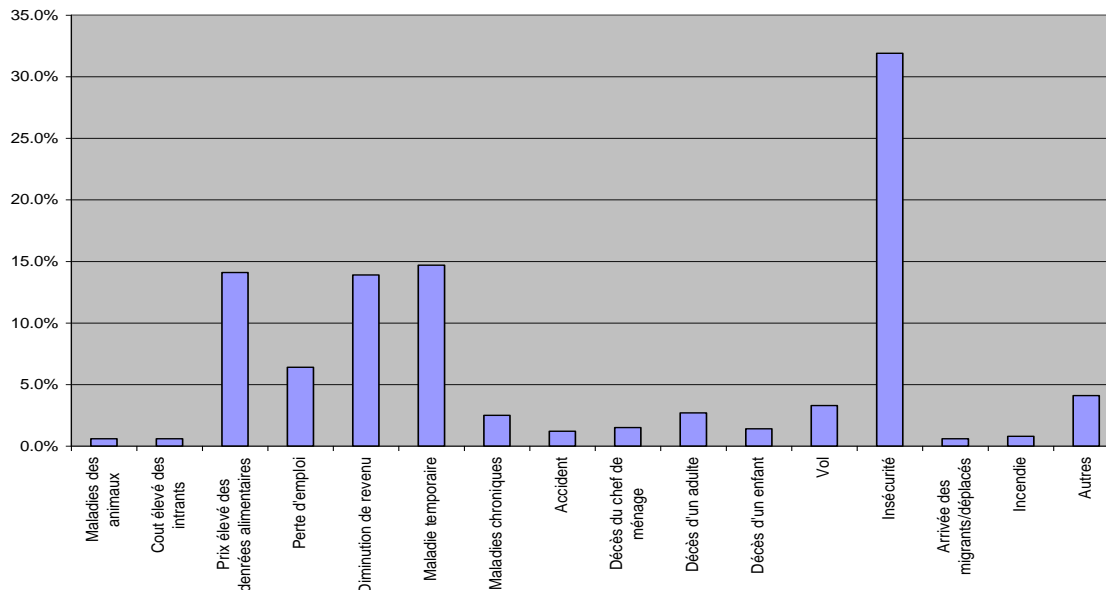


Selon cet indicateur, le percentile d'indice de richesse montre que plus de 61 % de réfugiés sont dans les deux quintiles les plus pauvres et ne disposent pas de biens essentiels dans leurs ménages ; et seulement 17% sont dans les deux quintiles les plus riches. Selon cette classification, 83 % des ménages réfugiés se trouvent en état de pauvreté et de forte vulnérabilité.

6.3.2. Chocs

Le tableau ci-dessous décrit globalement les principaux problèmes rencontrés par les ménages réfugiés au cours des 12 derniers mois.

Chocs de 12 derniers moi parmi les populations refugiees



Comme on peut le constater sur ce tableau, le principal choc rapporté par les ménages réfugiés au cours des 12 derniers mois demeure l'insécurité. C'est autour de ce choc que de scenarii importants de retour de ces personnes dans leur pays doivent être montés. Ce choc est suivi de maladies temporaires, de diminution de revenu, de hausse de prix des denrées alimentaires et des maladies temporaires.

Quant aux stratégies de survie, une valeur moyenne de 0.26 d'indice de stratégie de survie a été calculée pour les deux communautés. Il ressort que les ménages réfugiés présentent un indice de 0.33. Cet indice fort supérieur à la moyenne signifie une plus grande fréquence du recours aux stratégies de survie ou une plus grande variété des stratégies de survie développées par les ménages. Ce taux de coping strategies index (CSI) se justifierait car depuis près de trois mois les distributions de vivres n'ont plus eu lieu faute de pipeline qui ne suit pas dans les sites. En plus, la solidarité communautaire qui agissait est à son essoufflement avec la présence des réfugiés qui perdure alors que les ménages hôtes n'avaient que de maigres moyens en réserves. En l'absence d'une aide alimentaire de PAM, les ménages multiplieront leur recours aux stratégies de survie et même aux stratégies non admissibles.

Certaines activités bien que plus exercées par les réfugiés, présentent des indices de stratégies de survie plus élevés pour signifier la vulnérabilité de ceux qui les exercent. C'est notamment le commerce (0.33), le petit commerce (0.37), le travail journalier (0.32) et les petits métiers (0.29).

La pratique de la cueillette par les réfugiés atteint le double de la population locale. Ceci crée une compétition avec les populations locales et essentiellement les pygmées qui ne vivent que de ce moyen d'existence. Il est aussi utile de relever les menaces que ces ménages représentent sur l'environnement (déforestation, pêche, ...).

D'autres stratégies de survie non-admissibles ont été rapportées verbalement par les enquêteurs mais ne sont pas capturées à travers le questionnaire ménage, tel que la prostitution et le vol, tous deux signalés en recrudescence au sein de réfugiés. En plus, en raison de l'absence d'assistance, on signale une recrudescence du nombre de réfugiés qui risquent trop leur vie en traversant le fleuve afin d'aller sur leurs champs en RDC pour glaner. Ces réfugiés reviennent côté Congo avant la nuit. La vulnérabilité de ce groupe ira sans cesse en s'aggravant

6.3.3. Classification de ménages en groupes de sécurité alimentaire

Sur la base des indicateurs d'accès à la terre, de dépenses mensuelles, de consommation alimentaire, de possession de biens et de recours aux stratégies de survie, les ménages réfugiés, sont classifiés en sécurité alimentaire, comme suit :

Tableau 4: Classification des ménages de réfugiés en groupes de sécurité alimentaire

Groupes de ménages	N	% Total N	% des ménages ayant accès à la terre	Dépenses mensuelles		Consommation alimentaire		Richesses en biens		Stratégies de survie
				Totales	% Dépenses alimentaires	SCA	% score de consommation pauvre	# biens	% plus pauvres en biens	Indice de survie moyen
Insécurité alimentaire sévère	23	9.3	0	6390	58.9	17	100	<1	47.8	3.1
Insécurité alimentaire modérée et vulnérables	93	37.5	9.7	16503	63.8	28	0	2	46.7	3.6
Sécurité alimentaire limite	98	13.7	0	33239	63.5	47.8	0	2	27.4	3
Situation de sécurité alimentaire	34	39.5	100	41100	63	50.8	0	5	3	1.2

6.3.4. Profil des ménages

1° Ménages en insécurité alimentaire sévère : 9.3 % de la strate ménages réfugiés.

Ils sont caractérisés par un score de consommation alimentaire de 17, bien en dessous du seuil de 21 généralement admis pour qualifier une consommation pauvre. Ils n'ont pas accès à la terre. De plus, ces ménages ont un indice de survie relativement élevé montrant un niveau de stress et ils sont les plus pauvres en biens, ce qui montre une faible capacité de résilience (Toutefois, 47.8 % de ces ménages se trouvent dans le quintile le plus pauvre en biens). Leur dépense per capita est la plus faible et 58.9 % des dépenses des ménages sont consacrées à l'alimentation.

2° Ménages en insécurité alimentaire modérée et vulnérables: 37.5 % de la strate ménages réfugiés.

Ces ménages ont en moyenne un score de consommation alimentaire de 28, donc supérieur à celui des ménages en insécurité alimentaire sévère, mais toutefois considéré comme 'limite' parce qu'en dessous du seuil de 35 au dessus duquel la consommation est considérée comme acceptable. Les dépenses mensuelles de ces ménages sont à peine plus élevées que celles des ménages en insécurité alimentaire sévère. Seul un ménage sur dix a accès à la terre et ils ont de plus l'indice de survie le plus élevé, ce qui invite à penser que ces ménages subissent le stress le plus élevé pour maintenir une consommation alimentaire 'limite', avec risque d'épuisement de la capacité de survie si la situation perdure. C'est pourquoi ils sont considérés vulnérables. Toutefois, 46.7 % de ces ménages se trouvent dans le quintile le plus pauvre en biens.

3° Ménages en situation de sécurité alimentaire limite : 13.7 % de la strate ménages réfugiés.

Ce groupe est caractérisé par un niveau de dépenses alimentaires beaucoup plus élevé (près du double du niveau de dépenses que le groupe précédent) et par un score de consommation alimentaire également élevé, considéré comme acceptable. Leur indice de survie est également plus bas que celui du groupe « vulnérable », mais reste cependant élevé. De façon surprenante, ces ménages n'ont pas accès à la terre.

4° Ménages en situation de sécurité alimentaire : 39.5 % de la strate ménages réfugiés.

Ils ont le niveau de dépense le plus élevé, ce qui indique qu'ils ont les revenus les plus élevés. Leurs dépenses alimentaires restent égales à la moitié environ de leurs dépenses totales. Ces ménages sont les plus riches en biens et ont l'indice de survie le plus faible, indiquant qu'ils subissent un moindre stress que les autres ménages. 100% de ces ménages ont accès à la terre.

La consommation alimentaire mauvaise notée serait la conséquence du manque d'assistance alimentaire prolongée de ces personnes vulnérables.

VI.4 Etat nutritionnel

L'analyse des données anthropométriques a servi de relever au sein des ménages réfugiés 3.8 % d'enfants avec malnutrition aigue globale (Rapports poids taille < - 2 ET) et 1.4 % enfants avec malnutrition aigue sévère (Rapports poids taille < - 3 ET).

Concernant les résultats de l'enquête nutritionnelle effectuée par l'Unicef, il se dégage une prévalence de la malnutrition aigue globale est de 5.1 % (soit 3.2 % de malnutrition aigue modérée et 1.9 % de malnutrition aigue sévère).

VII. ANALYSE TRANSVERSALE DE LA SITUATION

Le marché des villages hôtes des réfugiés est aujourd'hui incapable de répondre ou satisfaire la demande, à cause de la faible disponibilité alimentaire devant une forte demande créée par le surplus de la population.

L'impact général de réfugiés sur les communautés d'accueil se résume en détérioration de la situation de sécurité alimentaire : la mauvaise consommation alimentaire est passée de 4,2 en août-septembre 2009 à 23% en avril 2010. Ainsi, 2% des ménages d'accueil qui sont en état d'insécurité alimentaire pourraient enregistrer des conséquences néfastes en période de soudure. D'autres effets tels que surpeuplement des villages, pollution de l'environnement, rareté des produits vivriers, occupation anarchique des terres et vol des produits agricoles dans les champs des autochtones allongent cette liste.

Par ailleurs, la chaîne d'approvisionnement du PAM en vivres qui ne suit pas dans la Likouala complique dramatiquement la situation des réfugiés. Depuis plus de trois mois, l'assistance alimentaire ne leur parvient pas. La sécurité alimentaire de leurs ménages se détériore continuellement compte tenu de la détresse alimentaire due au manque des moyens de subsistance sûrs. Leur nombre élevé sur les populations locales constitue une pression et une menace pour cette dernière du point de vue survie à tel enseigne que pour leur survie, ils commencent à développer des stratégies compétitives avec les autochtones.

Le manque d'assistance alimentaire de ces derniers mois à cause du pipeline aura poussé les ménages à multiplier les stratégies de survie dont la moyenne d'indice de stratégies de survie de groupes pauvre et en insécurité alimentaire se trouvent pour tout indicateur de sécurité alimentaire supérieures à la moyenne générale de deux strates (communautés d'accueil et réfugiés). Cette moyenne est de 0.26 et montre une faible capacité de résilience.

Tableau 5: Indice de survie selon le SCA, l'indice de richesse et les groupes de sécurité alimentaire

SCA

Indice de richesse

Groupes de sécurité alimentaire

Pauvre	Limite	Acceptable	Très pauvre	Pauvre	Moyen	Modérément riche	Riche	Insécurité alimentaire/vulnérables	Insécurité alimentaire	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire modérée
0.32	0.33	0.22	0.36	0.32	0.32	0.2	0.12	0.33	0.32	0.18	0.29

La situation socio économique de réfugiés s'est révélée généralement inquiétante et plus dégradée comparativement au moment de leur arrivée. Leur vulnérabilité pourrait encore s'aggraver et leurs niveaux de dépenses alimentaires qui sont actuellement inférieures à celles de ménages d'accueil pourraient encore connaître une réduction sensible.

Toujours en diversifiant les stratégies de survie face à la crise économique, les réfugiés prennent de risques en traversant le fleuve pour rentrer glaner dans les champs en RDC; des femmes se livrent de plus en plus à la prostitution, etc. Leur engagement dans les activités forestières constitue une pression négative sur la sécurité alimentaire des communautés d'accueil et l'environnement: la forêt demeure un domaine important de chasse et de cueillette des couches indigentes de la population locale et particulièrement les pygmées.

Le retour des réfugiés en RDC tel que souhaité par tous nous paraît loin d'être envisagé maintenant car seulement 70% de réfugiés sont favorables au retour à la seule condition d'avoir de garantie d'un minimum de sécurité par rapport à l'autre ethnie et aux éléments des forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Ceci implique d'importants efforts de résolution des conflits entre les deux tribus, de réconciliation de peuples, de protection civile et de sécurisation des faibles qui devraient être menés par le gouvernement de la RDC. Des dispositifs des kits d'assistance pour le retour devraient être envisagés pour ces familles dont les maisons ont été incendiées et qui ne pourront rien retrouver. Le processus de gestion de ces tensions entre les peuples risque de prendre du temps lorsqu'on considère l'approche des élections de 2011 en RDC et la MONUC qui est invitée à boucler son mandat en RDC. Dans la mêlée de cette incertitude politique, si ces différents préalables ne sont pas réglés, les réfugiés risqueraient de rester jusqu'en 2011.

Par ailleurs, la fourniture continue de l'assistance alimentaire aux ménages réfugiés doit constituer une priorité afin de sauver des vies et éviter toute dégradation de la situation. Les ménages des communautés d'accueil en insécurité alimentaire sévère devraient également bénéficier d'une assistance alimentaire ciblée susceptible de les aider à développer des mécanismes de génération de revenus et par-dessus les aider à surmonter le moment de soudure.

Sur le plan éducation, seulement 7.4 % de ménages avaient des enfants d'âge scolaire qui fréquentaient l'école (soit 20 enfants de ménages d'accueil et 17 enfants de ménages réfugiés), soit 7.9 % des ménages de familles d'accueil et 6.8% des ménages des réfugiés. Les raisons principales de non fréquentation des écoles pour l'ensemble de deux strates sont les maladies (29.3 %) et les frais d'écolage (51.2 %) pour les garçons et les maladies (32.6 %), les frais d'écolage (50 %) et le refus de fréquenter (10.9 %) pour les filles.

L'enquête anthropométrique a montré 6,4% d'enfants souffrant de malnutrition aiguë globale (sévère ou modérée), soit 6,8% des ménages ayant au moins un enfant malnutri. Les ménages des communautés d'accueil sont légèrement plus affectés que les réfugiés.

L'analyse des associations possibles selon l'EFSA montre que les ménages ayant une consommation alimentaire pauvre n'ont pas plus d'enfants malnutris que les ménages ayant une consommation alimentaire acceptable, de même les ménages pauvres et riches sont affectés de manière égale.

Des associations ou corrélations n'ont pu être trouvées entre des facteurs d'exposition tels que la morbidité récente (toux, diarrhée, fièvre, dans les deux semaines précédant l'enquête), la possession de biens, le score de consommation, le déparasitage au mebendazole et la supplémentation en vitamine A dans les deux semaines avant l'enquête et le fait d'être malnutri.

En plus, les résultats ne sont pas plus significatifs concernant les pratiques d'allaitement (les enfants allaités semblent tout aussi affectés que les autres). On note toutefois parmi les enfants allaités la veille une différence entre ceux qui reçoivent une alimentation complémentaire solide ou liquide (6% de malnutrition), et ceux qui n'en reçoivent aucune (11%). De même, parmi les enfants qui reçoivent un complément à l'allaitement, ceux qui reçoivent ce complément seulement une, deux ou trois fois par jour, sont moins malnutris que ceux qui ont reçu plus de quatre compléments dans la journée. Ces données laissent penser à une malnutrition liée à des pratiques de sevrage.

Enfin, le croisement des données de source et de traitement d'eau consommée et de types de toilettes utilisées n'a pas non plus permis d'établir des associations certaines entre ces variables et la malnutrition.

Les priorités d'assistance identifiées par les communautés d'accueil sont consignées dans le tableau ci dessous.

Tableau 6: Priorités des communautés	
Besoin	%
Eau	19.00%
Santé	31.00%
École/Education	19.00%
Electricité	4.80%
Production agricole	9.50%
Conflit/sécurité	2.40%
Emploi	4.80%
Autres (non spécifiés)	9.50%

VIII.PRINCIPAUX PROBLEMES ET PRIORITES DES MENAGES

En ce qui concerne les personnes réfugiées interviewées, les deux premiers besoins principaux sont la sécurité/paix et l'alimentation, suivis de la santé et des moyens pour subvenir aux besoins primaires. Quant à la question de leur retour en RDC, elles estiment que la situation d'insécurité, de poursuite de combats, de conflits ethniques, des violences (tueries, tortures, exactions) persiste encore dans les villages d'origine selon les informations qu'ils reçoivent auprès de nouveaux arrivants dans les sites.

Par conséquent, elles n'envisagent leur retour en RDC qu'au moment où il y aura des indices de rétablissement total de la paix (fin de la guerre, des exactions et de l'insécurité) attestés par l'UNHCR et les différents medias périphériques.

IX. CONCLUSION GENERALE

Les événements de Dongo, à l'origine de l'afflux des réfugiés dans la Likouala, se situent dans un contexte d'une crise complexe, à évolution lente dont le pronostic demeure souvent difficile mais induisent à une situation préoccupante d'insécurité alimentaire.

L'interruption des échanges commerciaux traditionnels avec les villages de la RDC depuis novembre 2009 affecte la situation alimentaire déjà précaire dans la Likouala. Les ménages de réfugiés sont les plus touchés par ces conditions mais les ménages de la population locale et plus particulièrement les familles d'accueil les plus vulnérables sont également très affectées. Le très faible niveau de production locale et l'augmentation continue du nombre de réfugiés constituent des défis humanitaires importants à relever afin d'éviter une détérioration de l'environnement et de la situation alimentaire des réfugiés et des populations locales sans oublier les familles d'accueil.

A cet effet, l'assistance alimentaire et non alimentaire devraient être maintenues jusqu'en 2012 au profit tant de la population réfugiée non rapatriée que de la population locale afin de réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et soutenir les moyens de subsistance des ménages.

Eu égard à tout ce qui précède, il est recommandé de :

- Prévoir une Joint Assessment Mission (JAM) PAM / HCR en novembre-décembre 2010;
- Le PAM et le HCR devraient rédiger un plan d'action conjoint pour 2011;
- Selon le plan conjoint, le PAM devrait en coordination avec PAM RDC prévoir une assistance au rapatriement avec une ration de 3 mois pour permettre leur réinstallation en Equateur ou ailleurs en RDC; La future Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR) du PAM devra intégrer cette composante ; L'appui du PAM au plan de rapatriement du HCR devra se faire en étroite collaboration avec PAM RDC;

-La protection des réfugiés faisant parti du mandat du HCR, l'assistance du PAM devrait être planifiée et distribuée en tenant compte des interventions et plans du HCR, relevant des résultats des réunions tripartites entre le HCR et les gouvernements du Congo et de la RDC ;

-Maintenir une collaboration étroite avec l'UNICEF pour s'assurer du maintien de la surveillance et des interventions nutritionnelles, d'alerte précoce afin de contrôler en permanence la situation des 2 populations (réfugiées et locales);

-Organiser une concertation avec les partenaires pour coordonner les interventions menées ;

-Elaborer un plan humanitaire régional de contingence et un pré positionnement de stock d'urgence dans le bassin du Congo pour une réponse rapide afin de minimiser les impacts d'une crise éventuelle approfondie en RDC et RCA. Ce besoin est d'autant plus marqué dans le contexte des élections à venir en RDC et un retrait éventuel des forces ONUSIENNES de la paix en RCA et en DRC.

X. SCENARIOS ET OPTIONS DE REPONSES ATTENDUS

X.1 Scenarios

Les scénarios suivants découlent des résultats de cette enquête et sont basés sur l'opinion des réfugiés et de la population hôte.

L'enquête a mis en évidence que près de 70% des réfugiés ont exprimé le besoin de retourner en RDC mais à la condition que les principaux obstacles à leur sécurité soient résolus, notamment la fin des violences, des tracasseries et de l'insécurité.

1. Eu égard aux troubles qui se vivent encore, à la fragilité de la sécurité dans la province de l'Equateur en RDC (avril 2010) et à la méfiance créée entre les deux tribus Boba et Lobala, le scénario le plus catastrophique est que les réfugiés ne pourront pas retourner au cours des 12 prochains mois. D'autres populations viendraient se réfugier et le nombre total de réfugiés pourrait atteindre 200.000 d'ici à avril 2011. Il est évident qu'avec la tension actuelle entre le Gouvernement de RDC et la MONUC, les insurgés intensifieraient leurs actions même au-delà de cette province de l'Equateur. A cet effet, il est urgent de développer un plan régional de contingence regroupant la RDC, le Congo et la RCA.
2. Le scénario le moins probable est celui d'une paix qui revient dans les villages d'origine des réfugiés pour permettre la mise en place du processus de rapatriement. Des volontaires au retour seront enregistrés faisant diminuer le nombre de réfugiés dans la Likouala. Quelques 35.000 personnes n'adhéreront pas à cette opération et devront bénéficier de l'assistance humanitaire.
3. Le scénario le plus probable est le statut quo actuel avec un rapatriement limité à 20.000 volontaires dans le courant 2011. L'assistance humanitaire devrait ainsi être prolongée en 2011 pour quelques 114.000 réfugiés.

X.2 Options de réponse

De manière concrète, les options de réponses suivantes sont formulées:

1. En faveur des populations réfugiées

-Distribution générales

Ce programme devra cibler de manière générale tous les réfugiés avec des rations alimentaires incomplètes (d'une hauteur de 75%) pendant six (6) mois. Les modalités pratiques y relatives sont à convenir avec l'unité programme du bureau régional de Kampala. Au total 114.700 bénéficiaires seront ciblés à cet effet. Cependant, les listes résultant de l'enregistrement effectué par le HCR serviront de référence pour cette distribution.

-Alimentation scolaire d'urgence

Ce programme, dont le but est d'accroître la fréquentation scolaire, ciblera 43.620 enfants dans les écoles situées dans les villages d'accueil des réfugiés et reconnues par la Direction Départementale de l'Education de la Likouala. Ces écoles devraient avoir une accessibilité garantie sur le plan logistique. Cette assistance inclura les écoles fréquentées par la population pygmée ayant l'appui de l'UNICEF. Cependant, le ciblage sera effectué avec la Direction Départementale de l'éducation de la Likouala, l'UNICEF et le UNHCR.

2. En faveur de la population locale

-Vivres Pour la formation

Cette assistance alimentaire visera plus spécifiquement 5% des ménages des communautés d'accueil en insécurité alimentaire, soit 3.000 familles vulnérables. Ce programme devra accompagner ces ménages dans les travaux de formation sur les petits métiers générateurs de revenu en vue d'accroître leurs capacités à l'autopromotion. Les différentes thématiques de ce projet seront discutées amplement avec la section programme du bureau régional afin de dégager les directives de mise en œuvre. Dans ce cas, l'assistance alimentaire pourrait jouer un rôle déterminant de protection de ces intrants pendant la période de soudure avant de parvenir aux récoltes. Le ciblage devra être fait en partenariat avec la FAO et le HCR.

X.3 Interventions et bénéficiaires attendus

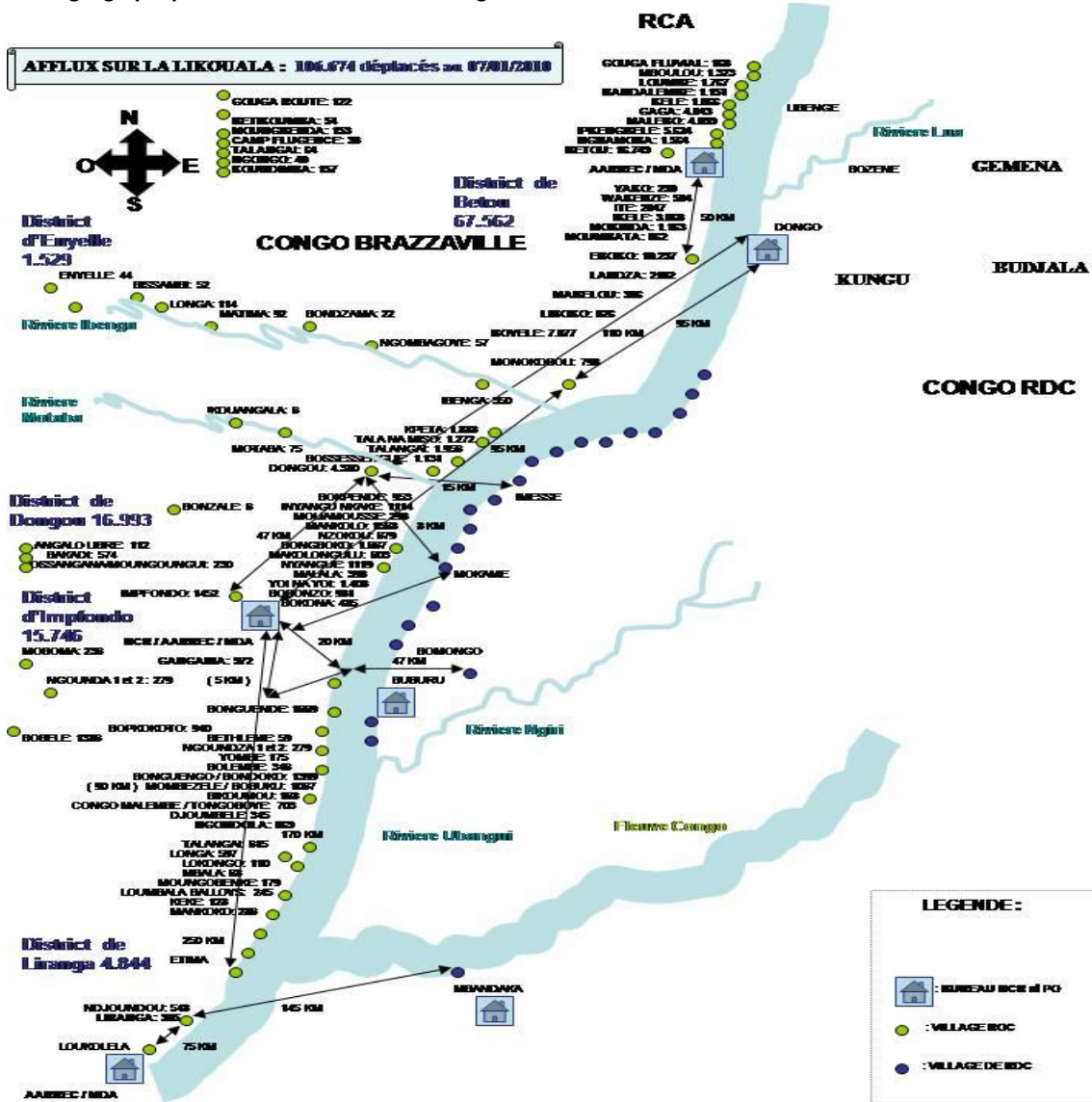
Selon les options de réponses indiquées ci-dessus, les bénéficiaires attendus sont de cet ordre :

Table 7: Distribution de bénéficiaires attendus par intervention

Interventions	Population cible	Bénéficiaires attendus
1. Population Réfugiée		
-Refugies (GFD)	114.700	114.700
-Emergency school feeding	43.620	43.620
-Support to repatriation		20.000
2. Population locale		
-Food For training	60.000	3.000

ANNEXES 1

Carte géographique de la zone d'accueil des réfugiés



Annexe 2:

Liste des membres de l'opération EFSA Likouala

1. Equipe de coordination

N°	NOM ET PRENOM	FONCTION
1	Mark Gordon	Team leader
2	Angele Ayenoue	Coordinatrice générale
3	Margit Bach	Nutrition support officer EFSA
4	Patrice Badibanga	Food Security support officer
5	Valerie Ceylon	OJL HQ support
6	Daphine Hunter	Data analysis officer

2. Equipe de superviseurs et enquêteurs

EQUIPE 1		AXE NORD	EQUIPE 2		AXE SUD
N°	NOM ET PRENOM	FONCTION	N°	NOM ET PRENOM	FONCTION
1	MBAMA Jean Aimé	Superviseur Sécurité Alimentaire	1	TSATY Bienvenu	Superviseur Sécurité Alimentaire
2	ILOKI Ignace	Superviseur Nutrition	2	LOUMOUAMOU Berthe	Superviseur Sécurité Alimentaire
3	MOUKILOU Gladys	Superviseur Nutrition	3	LOUMPANGOU Alice	Superviseur Nutrition
4	NZAHOU Hubert	Enquêteur	4	MOTANDO MONGHOT MOTH	Enquêteur
5	NTONDELE Aime	Enquêteur	5	ITEM NGASSAY Destin	Enquêteur
6	MANDJIE Jean Noel	Enquêteur	6	BOMBOUAKA Arthur	Enquêteur
7	GALLE Toussaint	Enquêteur	7	NTANDOU Romuald	Enquêteur
8	DZOMELA Jean Louis	Enquêteur	8	NGEBENDA Jean Latin	Enquêteur
9	GNEKOU MOU Clothilde	Enquêteur	9	EYOKA YAMBA Elphege	Enquêteur
10	MBAYA Tity Charles	Enquêteur	10	GUIE FACCHINI Josyas	Enquêteur
11	GOMBO Hermoz Claudel	Enquêteur	11	KIMBATSA MOUANDA Laure	Enquêteur
12	NZONGA Cyprien	Enquêteur	12	BATA Peter	Enquêteur
13	BOTE LINGOUMA Ludovic	Enquêteur	13	MOKOLINGUINIA Serge	Enquêteur

Equipe d'agents de saisie

N°	NOMS ET PRENOMS
1	SAMBA Corine
2	MOUBA Bienvenu
3	MOUDELE Elise
4	ILOKI Ignace

